Jan Sowa

Fourchettes, végétariens et cyclistes. (Une brève histoire des Polonais face à la modernité, d'Henri de Valois à l'Union européenne.)

Qui a appris aux Français à manger avec une fourchette ?

Lorsqu'en 2015 la droite populiste arriva au pouvoir en Pologne, parmi les nombreux commentaires atterrés, on en trouvait aussi de plus optimistes : le nouveau gouvernement allait à coup sûr fournir du « *LOL* », comme disent les internautes, c'est-à-dire de bonnes occasions de rire à gorge déployée. Sur ce point, nous n'avons pas été déçus. Après la rupture du contrat d'achat des hélicoptères Caracal qui provoqua une tension diplomatique entre la Pologne et la France ainsi que l'annulation du voyage du président François Hollande à Varsovie, nous avons entendu Bartosz Kownacki, le ministre de la Défense nationale, déclarer que les Français n'avaient aucun sens de l'étiquette, puisque c'étaient nous qui « leur avions appris à se servir d'une fourchette quelques siècles auparavant ». Il faisait allusion à une anecdote relatant qu'Henri de Valois avait vu une fourchette pour la première fois lors de son court séjour en Pologne et qu'il en aurait ensuite introduit l'usage en France. Un peu plus tôt, le ministre des Affaires étrangères, Witold Waszczykowski, avait fait une sortie tout aussi étonnante en déclarant dans une interview accordée aux médias allemands que les végétariens et les cyclistes constituaient… une menace pour la culture polonaise.

Ces déclarations, et tant d'autres du même acabit, ne sont pas que des anecdotes amusantes. La psychanalyse a largement démontré que ce qui nous fait rire – et le fait même que quelque chose nous fasse rire – demeure fortement relié à l'inconscient[1]. La blague, le comique, la plaisanterie, de même que le fait de tourner les choses en dérision, révèlent de façon détournée et voilée des contenus inconscients souvent trop problématiques pour que le sujet puisse les aborder directement. L'humour est donc symptomatique, dans l'acception rigoureusement technique du symptôme comme vérité – de ce qui, pour être profondément enfoui, n'en est pas moins constitutif – se frayant un chemin à travers les divers mécanismes de défense qui se mettent en place pour que cette vérité inconfortable ne soit pas découverte.

Essayons, en suivant cette piste psychanalytique, de considérer les malheureuses déclarations des deux ministres comme des indications symptomatiques nous permettant d'appréhender les traits fondamentaux, constitutifs, de la culture polonaise ou de notre habitus national[2], en particulier notre rapport avec le courant dominant, principalement occidental, de la civilisation européenne.

Ce qui est révélateur, c'est que ces deux déclarations fâcheuses touchent à la relation existant entre la Pologne et l'Europe occidentale. Elles manifestent toutes deux un fort antagonisme envers l'Occident, chacune avec sa connotation propre : alors que leurs auteurs appartiennent au même camp politique, et de surcroît au même gouvernement, elles positionnent notre pays face au monde occidental de façon diamétralement opposée. La première déclaration révèle un fort sentiment de supériorité et un désir de considération de la part de la France, à qui il est demandé non pas tant de traiter la Pologne d'égal à égal, que de reconnaître la supériorité de la civilisation polonaise. La seconde, en revanche, revêt un caractère d'angoisse paranoïaque : la Pologne et sa culture apparaissent comme précaires, menacées dans leur essence même, et devant être défendues. La source de cette menace se trouve dans les modes de vie étrangers venus de l'Occident et qui détruisent la manière de vivre autochtone et traditionnelle. Les végétariens et les cyclistes sont une synecdoque de

ces influences étrangères : *pars pro toto* de l'attaque occidentale menaçant les traditions sociales et culturelles polonaises.

Cette association singulière d'un complexe de supériorité et d'un complexe d'infériorité constitue l'essence de notre habitus national – mais aussi celui d'une grande partie de la région, comme le montrent les dérives populistes d'autres pays d'Europe centrale et orientale, plus particulièrement en Hongrie –, un phénomène qui ne date certainement pas de 2015 et du changement de conjoncture politique. C'est quelque chose de profondément ancré dans la trajectoire de développement de l'Europe orientale et de son destin si différent de celui de la partie occidentale du continent. Pour bien saisir cette particularité, qui fait que notre rapport à l'Occident – et par conséquent également à la modernité des Lumières – reste fondamentalement antagonique, il nous faut balayer rapidement la séquence des événements et des circonstances historiques qui l'ont façonnée. Il nous faut l'examiner sur la *longue durée*[3], car nous parlons d'une relation profonde, structurelle, caractérisée par une persistance exceptionnelle, et seule une approche longitudinale peut dévoiler l'essence du problème auquel nous sommes confrontés.

La singularité orientale

« Notre terre, la Pologne, est la patrie de la liberté politique […], avec nos principes et nos institutions libérales, nous avons devancé toutes les nations d'Europe. […] Il nous faut ressusciter ces institutions, les universaliser, les transmettre à tous les citoyens, nous n'avons besoin de rien imiter[4]. » Voilà ce que clamait en 1831 Józefat Bolesław Ostrowski, un publiciste émigré, dans les colonnes de l'hebdomadaire *Nowa Polska*, qui paraissait à Paris. La « liberté » qu'il louait – souvent mise en avant de nos jours par les conservateurs, adeptes du « républicanisme polonais » – était pourtant différente de celle que, des décennies plus tôt, la Révolution française avait consacrée comme l'une des trois valeurs sociales et politiques fondamentales. C'était la liberté de la démocratie nobiliaire, un régime politique singulier et unique, qui s'était mis en place en Pologne au tout début du XVe siècle. C'est plus ou

moins à ce moment-là que la Pologne – ainsi que toute la région d'Europe centrale et orientale qu'elle dominait alors incontestablement – a emprunté une trajectoire de développement fondamentalement différente de celle de l'Occident. Ce processus a été remarquablement décrit par des historiens polonais de l'économie tels que Witold Kula, Marian Małowist ou Jerzy Topolski[5]. Fernand Braudel lui a également prêté attention dans son œuvre monumentale *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*[6]. Essayons de présenter ce processus de façon succincte.

Des différences fondamentales peuvent être perçues aussi bien dans le domaine économique, que social et politique. Au XVIe siècle, par l'intermédiaire des marchands hollandais faisant commerce de blé sur la Baltique, la partie orientale de l'Europe est intégrée à l'économie-monde capitaliste – pour utiliser l'expression de Braudel – qui se développe alors à l'Ouest, mais étant une sorte de premier « tiers-monde » dans l'histoire, elle n'y joue qu'un rôle périphérique. Spécialisée dans la production et l'exportation de produits agricoles peu transformés, principalement du blé, ainsi que de matières premières, elle importait des produits chers à haute valeur ajoutée : meubles, bijoux, tapis, horloges, de même que les produits dits coloniaux, telles les épices. Comme cela arrive habituellement dans le cas d'un échange déséquilibré de ce type, l'Ouest en tirait les bénéfices et accumulait les capitaux, tandis que l'Est se vidait inexorablement de ses ressources et de ses richesses. Une telle configuration non seulement ne stimulait pas l'innovation économique à l'Est, mais contribuait également à la conservation et même à l'exacerbation des formes archaïques de production et de relations sociales. Pour preuve, inversement à ce qui s'est passé dans la partie occidentale du continent, le servage, loin de fléchir en Pologne et dans toute la région, s'y est sensiblement intensifié entre le XVe et le XVIIIe siècle. Ainsi, deux faits déterminants de la modernité capitaliste ayant révolutionné les sociétés et cultures occidentales – l'innovation économique et l'émancipation sociale de la population arrachée au servage – ne se sont jamais produits en Europe centrale et orientale. Au lieu de quoi s'est développé un système singulier de sujétion paysanne rappelant les latifundia d'Amérique du Sud ou les plantations esclavagistes d'Amérique du Nord et des Caraïbes.

Parmi les différences, la plus notable est l'absence de traite des êtres humains à grande échelle – même s'il arrivait qu'on les vende en gros, avec les villages auxquels ils appartenaient, et quelquefois aussi au détail –, mais le tableau social général reste très comparable.

Cette configuration des relations socio-économiques constitue le fondement du système de la démocratie nobiliaire, laquelle repose sur l'association d'une idéologie d'égalité et de liberté radicales réservées aux seuls nobles, avec une domination tout aussi radicale de ce groupe social sur le reste de la société. *De facto*, on ne s'est pas contenté de réduire les paysans à l'état d'esclaves, on a également étranglé la bourgeoisie. Les villes polonaises étaient faibles, avec un patriciat sans aucune influence politique. La noblesse veillait scrupuleusement à préserver cet état des choses, ce dont témoigne parfaitement la décision prise par la Diète au milieu du XVIIe siècle d'interdire aux marchands polonais le commerce international. Un acte des plus curieux, étant donné que c'est justement à cette période qu'on s'est appuyé sur le commerce international pour bâtir les empires coloniaux. Voilà la raison pour laquelle le troisième ordre, héros du pamphlet révolutionnaire d'Emmanuel-Joseph Sieyès intitulé *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* n'a jamais vu le jour dans la Pologne nobiliaire. Cet éclairage permet de ne pas être surpris par la faiblesse actuelle de la classe moyenne en Pologne, ni par la forte domination politique de la campagne sur la ville, dont témoigne le triomphe de la droite populiste.

Nous voyons par conséquent pourquoi la liberté qui occupe une place centrale dans l'imaginaire politique de la noblesse du pays est si différente de celle proclamée par les révolutionnaires français. La liberté polonaise est en réalité synonyme de privilège de classe, elle ne peut en aucune façon être associée à des idées telles que la liberté et la solidarité. C'est une liberté pour un petit nombre uniquement, 10 % de la population environ, obtenue au prix de l'exploitation maximale de la paysannerie et d'une soumission totale de la bourgeoisie à l'arbitraire de la noblesse qui s'identifiait à l'État tout entier. Dans des joutes rhétoriques, la pensée politique nobiliaire s'enthousiasme pour l'égalité, mais il s'agit d'un postulat qui concerne l'égalité au sein de la noblesse et non l'égalité moderne des

citoyens et des citoyennes. Il ne faut donc pas s'étonner si la Pologne reste aujourd'hui encore une société très inégalitaire, que ce soit sur le plan matériel ou symbolique. Les nombreux privilèges dont jouissent en Pologne les groupes ayant hérité d'un statut social élevé en témoignent. Et la prééminence inouïe de l'Église catholique en est la meilleure illustration.

Pour garder sa position sociale et une liberté absolue, la noblesse polonaise a fait preuve d'une grande ingéniosité et de détermination. Le système politique spécifique qu'elle avait instauré lui a permis de gouverner selon les principes ultra-démocratiques de la démocratie la plus radicale. Les députés de la Diète étaient liés par un mandat impératif, autrement dit par des consignes de vote précises dans chaque affaire importante. Pendant les délibérations de la Diète, le principe du *liberum veto* permettait à un seul député de suspendre la session. De plus, la noblesse contrôlait le monarque de façon absolue – à partir de la seconde moitié du XVIe siècle, ce dernier était choisi par *electio viritim*, c'est-à-dire un vote en assemblée générale auquel prenaient part tous les nobles ayant atteint l'âge adulte.

On dit parfois que ce système singulier préfigurait la démocratie moderne, mais c'est un profond malentendu. La démocratie nobiliaire était plutôt le vestige d'un ordre politique ancien qui rappelle davantage la Grèce antique qu'une démocratie libérale moderne. Bien sûr, dans une démocratie moderne de la fin du XVIIIe ou du début du XIXe siècle, le groupe de citoyens jouissant des droits électoraux n'était guère plus important que l'ancienne élite nobiliaire en Pologne, mais le rapport entre cet état de fait et les idées officiellement affichées était tout autre. Alors que dans une démocratie moderne représentative, jouir de cet étroit privilège était en contradiction flagrante avec les idées qui avaient permis l'établissement du système – c'était bien pour cela qu'il pouvait être contesté de l'intérieur avec efficacité[7] –, les adeptes de la démocratie nobiliaire considéraient en revanche que le leur était on ne peut plus juste et adéquat. C'est principalement pour cette raison qu'il n'y a aucun cheminement logique menant de la démocratie nobiliaire à la démocratie dans son acception actuelle.

La République des Deux Nations, organisée selon le modèle de la démocratie nobiliaire, connut sa période de plus grande prospérité entre le milieu du XVIe et le milieu du XVIIe siècle pour entrer ensuite dans une phase de dégringolade systématique. Les conditions des échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale se dégradèrent au fur et à mesure au détriment de la première, et l'économie polonaise n'innovant pas, le moyen pour compenser les pertes fut l'intensification du servage. En même temps, les puissances voisines réalisèrent que l'*electio viritim* et le *liberum veto* leur offraient la possibilité d'influer sur la situation interne de la Pologne par la corruption et autres machinations. Il suffisait de soudoyer un seul député pour torpiller le travail du Parlement entier, et la constitution d'une alliance donnait la possibilité de placer sur le trône de Pologne un candidat favorable à telle ou telle autre capitale européenne (Berlin, Vienne et Moscou étaient engagées au premier chef dans ces intrigues, mais l'ingérence française n'était pas rare non plus).

La noblesse ne voulait pas admettre cet état navrant des choses et réagissait devant l'effondrement progressif de la République par une posture idéologique singulièrement proche des déclarations faites par les hommes politiques polonais contemporains, citées au début de ce texte. Les écrits politiques pullulaient de philippiques dénonçant la faiblesse de tous les autres systèmes politiques et proclamant la grandeur de la démocratie nobiliaire. C'est ici justement que se trouve la source historique du complexe de supériorité polonais, parfaitement manifeste dans la déclaration du ministre Kownacki à propos des Français auxquels nous avons appris à manger avec une fourchette. On en trouve un autre échantillon dans cette réflexion de Wacław Rzewuski énoncée en 1756, moins de deux décennies (*sic*) avant le premier partage de la Pologne[8] :

> Il n'est de nation sous les cieux dont le bonheur serait égal au nôtre. Voici vingt longues années que d'une paix ininterrompue nous jouissons, grâce soit rendue à Dieu de toute chose ; liberté, aisance, sécurité, récoltes généreuses, tous les dons du ciel précieux pour tout peuple nous sont généreusement accordés, nos maisons regorgent de richesses, d'ornements et de collections, nos coffres

> d'argent, nos tables d'argenterie et nos granges de blé […]. L'Europe entière et tous nos voisins virent récemment leur sang couler, leurs armées de centaines de milliers de soldats ne surent ni leur assurer la paix ni sauver leurs innombrables trésors, le pouvoir absolu permanent ne leur épargna aucunement l'oppression. Chez nous, l'armée est peu nombreuse, les diétines frondeuses, le Trésor désargenté, mais Dieu nous est charitable et notre roi diligent, aussi nous seuls, enfants uniques du bonheur, libres, paisibles, sains et saufs, en sûreté au milieu des nations tumultueuses sommes restés.

Il y eut, certes, des voix au sein même de l'ordre nobiliaire qui prônaient les réformes et la modernisation du régime. À la moitié du XVIIIe siècle, un milieu influent se forma, proche de la revue *Monitor* et du dernier roi polonais, Stanislas Auguste Poniatowski. Il est significatif que ce cercle ait regroupé des personnes fortement influencées par les idées modernes et égalitaires des Lumières, qui pénétraient en Pologne par l'Ouest, venues plus particulièrement de France et de Prusse. La noblesse, consciente de cet afflux d'idées étrangères à la tradition sociale et politique polonaise, faisait tout son possible pour empêcher leur propagation. Dans son excellent ouvrage *Jakiej cywilizacji Polacy potrzebują ?* (*De quelle civilisation les Polonais ont-ils besoin ?*), Jerzy Jedlicki rend compte des débats sur la modernisation en Pologne aux XVIIIe et XIXe siècles, et rapporte un fait révélateur : pour lutter contre « le pourrissement des esprits », la noblesse polonaise, qui défendait jalousement toutes ses libertés, cherchait au milieu du XVIIIe siècle à instaurer une loi interdisant aux jeunes nobles d'entreprendre des voyages à l'étranger, car « ceux qui en revenaient *semblaient déjà appartenir à une autre nation*[9] ». Nous avons ici une préfiguration historique de l'une des deux déclarations singulières citées au début de ce texte, à savoir l'attaque de Witold Waszczykowski contre les cyclistes et les végétariens. Notons que, dans les deux cas, il s'agit d'influences culturelles touchant avant tout la jeunesse : ainsi, à la manière des « patriotes » du XVIIIe siècle essayant d'interdire les voyages à l'étranger aux jeunes gens afin qu'ils n'en rapportent pas des idées et des pratiques différentes, donc hostiles à la culture traditionnelle polonaise, ceux

d'aujourd'hui interdiraient volontiers tout ce qui rappelle la modernité occidentale : du véganisme aux études sur le genre.

Une modernisation traumatique

On dit parfois que trois grandes révolutions établissent la modernité dans sa maturité au XVIIIe siècle : la révolution industrielle, la révolution américaine et la Révolution française. Chose intéressante, alors que ces dernières triomphent, il se produit exactement dans le même intervalle une reconfiguration tout aussi révolutionnaire en Europe centrale et orientale : entre 1772 et 1795, la République des Deux Nations est effacée de la carte de la région et partagée entre les puissances voisines – la Russie, la Prusse et l'Autriche. S'il n'est pas habituel de relier ces événements entre eux, ils n'en sont pas moins l'expression du même mouvement historique : alors que l'on assiste à l'établissement définitif d'un ordre moderne issu des Lumières, disparaît un résidu pré-moderne et anti-Lumières, la République des Deux Nations, incapable de se moderniser elle-même et d'exister dans l'ordre international des États à fort pouvoir central ayant surgi en Europe après le traité de Westphalie.

La modernité que les Polonais n'ont pas su établir eux-mêmes fut progressivement introduite par les envahisseurs. Ce sont eux qui pour la première fois mettent en place sur les terres polonaises une administration d'État efficace et soumettent tous les citoyens, la noblesse y compris, à une imposition réelle et générale, laquelle constitue, comme le montre la sociologie historique, l'un des éléments clés de l'édification des sociétés modernes[10]. Ce sont également les envahisseurs qui abolissent le servage et libèrent la majeure partie de la population, dont la condition était encore celle d'un esclavage ignominieux.

Ces réformes ont des conséquences ambivalentes. D'un côté, elles imposent une évolution vers la modernité, comme on peut le voir non seulement dans les relations sociales et l'industrialisation, mais aussi dans le domaine de la culture et notamment les arts. Ce n'est en effet qu'au XIXe siècle qu'on voit apparaître des philosophes polonais importants

(Cieszkowski), des peintres (Grottger) ou des compositeurs (Chopin). Avant cette époque, il n'y avait dans ces domaines personne qui pût être connu au-delà d'un cercle étroit de spécialistes, ce qui montre à quel point la sphère sociale et culturelle à laquelle appartenait la Pologne était périphérique et différente de la sphère occidentale. Néanmoins, le fait que ces réformes clés aient été introduites non par les acteurs issus de la tradition sociale et politique polonaise, mais par les administrations coloniales de puissances étrangères, accroît l'antagonisme déjà présent auparavant entre ce que l'on définit comme traditionnellement polonais et le projet moderne des Lumières. C'est justement pour cela que la modernité, avec des composantes comme l'émancipation sociale – en premier lieu, les droits des femmes et des minorités ou le libéralisme politique instaurant la séparation des pouvoirs et l'indépendance du système judiciaire – est considérée aujourd'hui par ceux qui s'érigent eux-mêmes en patriotes et fidèles défenseurs des traditions polonaises, non seulement comme étrangère à la culture polonaise, mais aussi comme fondamentalement hostile et menaçante pour la polonité. La situation en France, en Grande-Bretagne ou dans d'autres États occidentaux, était et reste tout à fait différente. Les Lumières et la modernité eurent à affronter partout l'Ancien Régime, sous une forme ou une autre, mais il s'agissait de luttes et de querelles autochtones et internes aux sociétés. Avancer que le triomphe des Lumières signifie la victoire de forces étrangères hostiles au pays et à sa culture propre sonne en France comme une absurde théorie du complot, tandis qu'en Pologne cette affirmation peut être reçue comme une prise de position politique légitime. Voilà en quoi réside tout le tragique des problèmes des Polonais avec la modernité.

Dans l'histoire plus récente de la Pologne, cette configuration archi-problématique perdure. Comme l'a bien montré Andrzej Leder dans *La Révolution occultée*, la Pologne contemporaine est le produit de transformations révolutionnaires accomplies entre 1939 et 1956 par les régimes étrangers d'Hitler et de Staline, particulièrement hostiles à la Pologne. Une partie de ces entreprises – comme l'extermination des Juifs et des minorités – était criminelle ; le fait est pourtant qu'elles ont ouvert la voie à l'affranchissement de la société polonaise et

créé les fondements matériels de la classe moyenne. D'autres entreprises, telles que la réforme agraire et l'affranchissement de la petite paysannerie par le Comité polonais de libération national[11] en 1944 sont à évaluer positivement ; elles ont réparé les préjudices séculaires et redistribué les domaines acquis par une exploitation impitoyable des paysans polonais dont la noblesse avait fait des esclaves. Pour la question qui nous intéresse, ce qui est primordial, ce n'est pas le jugement moral porté sur ces actions, mais le fait qu'elles aient encore été accomplies par une force étrangère : envahisseurs, allemands ou soviétiques. C'est pourquoi il est très facile pour les « patriotes » de mettre tous ces actes dans le même sac, en vrac, dans la catégorie des entreprises hostiles à la nation polonaise, et de chercher un réconfort, comme le ministre Kownacki, dans des élucubrations et des fantasmes de grandeur sur notre supposée supériorité civilisationnelle.

La frange conservatrice de la société et de la classe politique polonaises range l'Union européenne dans la continuité des partages successifs, du nazisme et de la domination soviétique. C'est pour cela qu'une rhétorique anti-Union est si simple à édifier en Pologne : dans ce récit, l'Union européenne dominée par les intérêts allemands – ce qui est malheureusement un fait politique regrettable – apparaît comme une nouvelle incarnation de l'impérialisme allemand, une sorte de IVe Reich ou d'Empire germanique pervers de la nation européenne. Les lois votées à Strasbourg et mises en œuvre à Bruxelles ayant pour but la modernisation sociale, politique voire économique, sont présentées par les « patriotes » polonais comme autant d'édits grâce auxquels un nouveau pouvoir colonial porte atteinte à notre souveraineté et à notre intégrité culturelle. La modernité était et reste perçue comme un projet hostile à la polonité. Cela ne changera pas sans que nous n'élaborions nos propres outils pour repenser de façon autonome l'héritage de la modernité des Lumières. C'est toutefois un tout autre sujet à méditer.

Traduit par Agnès Wisniewski

MODES DE VIE
Olga Drenda

1. Prononcer « yapishonn ».
2. Du nom d'un célèbre château médiéval de Poméranie.
3. Désignation familière des petits entrepreneurs d'un secteur privé devenu marginal.

Piotr Marecki

1. Citation du livre *Sezon grzewczy* [La saison du chauffage], Korporacja Ha! art, Cracovie 2018.
2. Titre qui reprend celui de plaquettes d'informations et de pages Internet éditées par les grandes villes de Pologne, réunissant des conseils pour l'utilisation du chauffage, dans un souci d'économie d'énergie et de préservation de l'environnement.

HANTISES
Jan Sowa

1. Cf. S. Freud, *Le Mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, trad. par Denis Messier, Gallimard, 1988.
2. J'utilise ici le concept du sociologue Pierre Bourdieu (cf. *Esquisse d'une théorie de la pratique*, précédé de *Trois études d'ethnologie kabyle*, Droz, 1972), comme l'a fait avant moi Gayatri Chakravorty Spivak (cf. *A Critique of Postcolonial Reason : Toward a History of the Vanishing Present*, Cambridge, 1999), pour désigner un ensemble de dispositions et types de pensées, d'actions et de réactions concernant un groupe donné. Envisagé de cette façon, le concept est à mes yeux très proche de l'appréhension anthropologique de la culture, au sens de manière de vivre d'un groupe donné, il permet toutefois d'éviter l'essentialisme et le déterminisme qui entourent d'ordinaire le concept de « culture ». (cf. aussi F. Guattari, S. Rolnik, *Molecular Revolution in Brazil*, Los Angeles, 2007).
3. En français dans le texte. (*N.d.T.*)
4. J. B. Ostrowski, *Przyszły król* [*Le Prochain Roi*], in *Nowa Polska*, n° 20, citation faite d'après J. Szacki, *Liberalizm po komunizmie* [*Le libéralisme après le communisme*], Znak, Cracovie, 1994, p. 58.
5. J'ai largement développé ce sujet dans l'ouvrage : *Fantomowe ciało króla. Peryferyjne zmagania z nowoczesną formą* [*Le corps fantôme du roi : confrontations périphériques avec la forme moderne*], Cracovie, 2012. Cf. aussi : K. Brzechczyn, *Odrębność historyczna Europy Środkowej* [*La singularité historique de l'Europe centrale*], Poznań, 1998.

6. À propos des relations commerciales entre l'Europe orientale et occidentale, cf. F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe – XVIIIe siècle.* T. 1 : *Les structures du quotidien*, T. 2 : *Le pain de chaque jour*, et T. 3 : *Le superflu et l'ordinaire : nourritures et boissons*, Paris, 1979.

7. Sur ce sujet, cf. J. Rancière, *Aux bords du politique*, Gallimard, 2004.

8. W. Rzewuski, *Myśl o teraźniejszych okolicznościach* [*Réflexion sur l'état actuel des choses*] (sans pagination), ouvrage cité d'après : L. Michalski, *Sarmatyzm a europeizacja Polski w XVIII w.* [*Le Sarmatisme et l'européanisation*], in : *Swojskość i cudzoziemszczyzna w dziejach kultury polskiej* [*Ceux d'ici et ceux d'ailleurs dans l'histoire culturelle polonaise*], Varsovie, p. 139.

9. J. Jedlicki, *Jakiej cywilizacji Polacy potrzebują ? Studia z dziejów idei i wyobraźni XIX wieku* [*De quelle civilisation les Polonais ont-ils besoin ?*], Varsovie, 1988, p. 22. C'est l'auteur qui souligne.

10. Cf. Ch. Tilly, *As Sociology Meets History*, New York, 1981, p. 192-193.

11. Le PKWN : Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego.

Ziemowit Szczerek

1. Texte paru dans la revue *Dwutygodnik* en février 2015.

2. Express InterCity Premium.